

**F**ILLE EST ARRIVÉE D'UN COUP, comme une soudaine chute de grêle au cœur d'un hiver doux. Elle a saisi ceux qui s'y attendaient le moins, s'est glissée dans

les maisons et s'est fauflée dans les esprits. Le samedi 1<sup>er</sup> décembre 2018, la peur s'est abattue sur les beaux quartiers de Paris. Elle a revêtu une couleur, le jaune, celle des gilets du même nom, et un slogan, « *sus aux riches* », qui les fait encore frémir.

Pour la première fois de leur vie, les habitants des huitième et seizième arrondissements parisiens, les plus huppés de la capitale, ont subi la violence aux portes de leurs appartements, craignant pour leurs biens et parfois pour leur vie. La casse, les voitures en feu, les vitrines brisées, ils les voyaient jusqu'alors sur les chaînes tout-info confortablement installés dans leurs salons douilletts. Ils se sentaient à l'abri, si loin des cortèges habituellement cantonnés dans l'est de la capitale, sur les grandes artères qui relient les places de la Nation, de la Bastille ou de la République. N'était-ce pas pour le calme et la tranquillité qu'ils avaient choisi de vivre ici, dans cet Ouest aux vastes avenues élégantes et aux parcs parfaitement entretenus ?

Le fameux samedi 1<sup>er</sup> décembre où, pour eux, tout a basculé, ce grand patron a bondi de son fauteuil en entendant les grilles de sa demeure céder sous les bras de manifestants enragés. Propriétaire d'un hôtel particulier doté d'un jardin avec vue sur l'Arc de triomphe, il était en train de suivre l'acte III des « gilets jaunes » à la télévision, regardant, éberlué, des groupes de casseurs vandaliser le monument. Il n'aurait jamais imaginé qu'il les retrouverait sur sa pelouse. Sans réfléchir, il s'est précipité dehors en hurlant : « *Sortez de là ! Vous êtes chez moi !* » Le petit groupe d'énervés, qui n'avait sans doute pas pensé qu'une telle bâtisse puisse appartenir à une famille – le siège d'une banque ou d'une grande entreprise, une ambassade, peut-être ? –, a reculé, surpris et penaud. L'hôtel particulier a été préservé ; la peur, elle, s'est durablement installée. « *Les casseurs ont tapé sur les fenêtres pour essayer d'entrer dans la maison. C'était l'anarchie, j'espère ne jamais revoir ça* », racontait quelques heures plus tard un voisin encore sous le choc au micro de France Bleu.

Le patron a fait renforcer son enceinte et s'est offert les services d'une société de sécurité. Il a surtout beaucoup raconté sa mésaventure dans les dîners en ville, et la terreur s'est propagée tel un poison, de table en table, de déjeuners en soupers, de coups de téléphone en messages. Avec un terrible constat partagé par tous : c'était bien eux qui étaient visés, les nantis, les riches ou

supposés l'être, ces privilégiés dont la foule en colère demandait la tête.

Le lendemain, dimanche 2 décembre, les riverains de la place de l'Étoile sont sortis constater les dégâts, hébétés. L'avenue Foch offre alors un spectacle de désolation avec ses rangées de voitures cramées jusqu'au châssis. Avenue de la Grande-Armée, ce sont les restaurants qui ont été saccagés. Les alentours sont dévastés : feux de circulation et panneaux arrachés, bitume fondu formant de larges crevasses, barricades de fortune abandonnées, devantures éventrées, vitrines en miettes, magasins pillés. Au total, ce samedi-là, les pompiers sont intervenus sur 239 départs de feu, dont 112 voitures, 116 incendies de mobilier urbain, et 6 immeubles. Des tags griffent les façades. « *On va casser du riche* », lit-on avenue Kléber. « *On va faire danser la bourgeoisie* », voit-on ailleurs. « *Vous avez cherché la merde, vous l'avez eue* », a écrit une main anonyme un peu plus loin. Même les sapins de Noël de la bijouterie Chopard du quartier de la Madeleine ont été renversés et piétinés. « *C'était épouvantable, notre rue a été massacrée*, se souvient Yves, chef d'entreprise à la retraite qui habite avenue Kléber depuis douze ans. *Une colonne de fumée noire montait jusqu'à notre appartement, au huitième étage, on a cru être intoxiqué au monoxyde de carbone, l'odeur était insupportable, on a eu peur qu'ils mettent le feu à l'immeuble. On appelait les pompiers, mais ils étaient débordés. C'était la première fois qu'on assistait à des actes de vandalisme, on n'avait pas d'expérience.* » Les week-ends suivants, ses enfants lui ont interdit de mettre un pied dehors : trop dangereux.

« *J'ai vécu dans des pays violents mais, pour la première fois de ma vie, j'ai eu peur*, renchérit Isabelle, cadre dans l'assurance, qui habite le 16<sup>e</sup> arrondissement avec son mari et ses deux jeunes enfants. *Il y avait cette fumée permanente, des barricades partout, le bruit des bombes lacrymogènes résonnait dans les appartements.* » « *C'était la guerre* », résume Didier, cadre commercial de 43 ans, locataire à deux pas de l'Étoile. Le 1<sup>er</sup> décembre, de retour d'un déplacement professionnel en Polynésie, il a eu un mal fou à regagner son domicile, situé dans une petite rue jouxtant l'Étoile. Une galère qui a duré des mois.

Comme Yves, il était plutôt favorable aux revendications des « gilets jaunes ». Mais son empathie s'est émoussée au fil des pillages : « *C'était le chaos, l'anarchie, ils frappaient sur les poteaux, cassaient tout ce qui leur passait sous la main, ils étaient souvent très alcoolisés, certains avaient l'air possédés, comme s'il fallait détruire à tout prix. Notre quartier était devenu une "no-go zone". Nous n'étions plus les bienvenus chez nous, plus en sécurité.* » Une violence vécue comme une grande injustice : « *Je ne roule pas sur l'or, je n'ai pas de voiture ni de maison de campagne, je paye mes impôts, je vis*

*normalement, je n'ai pas l'impression de profiter du système, mais ils nous voyaient comme des nantis. J'ai essayé de discuter avec eux plusieurs fois, c'était impossible : on devait être les premiers à monter sur l'échafaud.* »

La peur n'épargne personne, retraités, familles, simples salariés, mais aussi les grandes fortunes. Certains puissants perdent leur sang-froid. Dans les jours et les semaines qui suivent les violences du 1<sup>er</sup> décembre, une poignée de grands patrons qui ont l'oreille du président appellent, affolés, leur ami Emmanuel Macron. « *Il faut céder comme en 68 !* », lui répètent-ils en substance. Tout à leur frayeur, d'aucuns vont même jusqu'à suggérer le rétablissement de l'ISF. Plutôt tout lâcher que finir sur la guillotine. Les mêmes téléphonent à Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef. « *C'est la première fois qu'ils se sont retrouvés confrontés à des manifestants dans leur rue, à leur porte* », excuse ce dernier tout en soulignant que la « *panique* » n'a touché qu'une minorité de ses adhérents. Lorsque Emmanuel Macron demande aux chefs d'entreprise de l'aider à améliorer le pouvoir d'achat dans son allocution du 10 décembre, ils sont mûrs pour contribuer à « l'effort de guerre ». C'est à qui fera montre de la plus grande prodigalité. « *Total a commencé très fort, puis tout le CAC s'est emballé* », se souvient Geoffroy Roux de Bézieux un brin amusé. Le patron d'Iliad, Xavier Niel (actionnaire à titre personnel du Monde), promet une prime exceptionnelle de solidarité de 1000 euros à 6000 de ses salariés installés en France. Patrick Drahi, d'Altice, embraye. Publicis annonce un coup de pouce pour 1587 de ses bas salaires. Stéphane Richard, le PDG d'Orange, distribue entre 500 et 1000 euros à 20000 salariés. Les directions des grands groupes se mobilisent. LVMH, qui a salué bruyamment « *l'excellente mesure de nature à soutenir sans délai le pouvoir d'achat* », s'engage également à verser des primes à ses petits salaires. Au plus haut niveau de la holding, après la mise à sac de Dior joaillerie, on craint le pire. Plusieurs scénarios d'attaque sont envisagés, et notamment l'incendie de la Fondation Louis Vuitton, Porte-Maillot. Une étude montre que, si le bâtiment peut être sauvé des flammes, la fumée, en revanche, endommagerait gravement les collections. Il est conseillé à Bernard Arnault de renforcer la sécurité de l'institution ainsi que celle de sa famille. Il refuse. Les grands patrons comprennent rapidement qu'ils ne sont pas dans le viseur des « gilets jaunes ». Les sièges des élus sont davantage attaqués que ceux des entreprises. Une seule permanence territoriale du Medef a été taguée sur les cent vingt que compte la confédération patronale. « *Au début, beaucoup de "gilets jaunes" étaient des artisans ou des dirigeants de PME. Le mouvement n'était pas dirigé contre les patrons. Je dirais même que c'est •••*